

À la veille du discours de politique générale, une annonce pas démentie

10 milliards enlevés aux collectivités

Le discours de politique générale du nouveau Premier ministre a lieu dans un contexte très difficile. Compte tenu des engagements pris avec l'Europe, les collectivités auront moins d'argent. "Les Echos" ont annoncé hier une coupe de 10 milliards sans être démentis par le gouvernement. À La Réunion, cette baisse des crédits aura d'importantes répercussions; compte tenu du poids des collectivités en tant qu'employeur et acteur économique.

Aujourd'hui à partir de 17 heures, heure de La Réunion, le nouveau Premier ministre va présenter à l'Assemblée nationale son discours de politique générale. Le vote de confiance suivra. Ce nouveau gouvernement est issu de la lourde défaite de la majorité aux élections municipales. Il est resserré aussi bien en nombre de ministres qu'en composantes. Les Verts ont en effet choisi de ne plus y participer. À deux mois des élections européennes, ils décident de ne plus être solidaires de la politique menée. Leur objectif est de renouveler leur score de 2009, où ils avaient réussi à se hisser au niveau du Parti socialiste. Au sein du Parti socialiste, la contestation monte. Plusieurs dizaines de députés ont souscrit à un manifeste demandant une politique plus sociale, à l'opposé du virage libéral assumé par le président de la République.

Car sur le contenu de la politique qui sera menée, le cadre est fixé par le chef de l'État. Au début de l'année, François Hollande avait annoncé un Pacte de responsabilité, avec de nouvelles exonérations de cotisation pour les entreprises sans que soient définies des contreparties sociales. Le président de la République a également annoncé un plan d'économies de 50 milliards d'euros. Manifestement, le résultat des municipales a renforcé cette orientation, car c'est un représentant du courant libéral qui est nommé à Matignon.

La France sur le fil du rasoir

Ce virage se fait dans un contexte miné par de mauvais chiffres. Le chômage continue d'augmenter, l'économie ne



Travaux sur une voirie communale. Comment les Mairies pourront-elles financer des chantiers si la baisse des subventions se confirme. (photo Toniox)

repart pas et le déficit public est plus élevé que prévu. Il est à un niveau tel que la France ne pourra pas respecter l'engagement qu'elle a pris envers l'Europe de le ramener pour 2015 en dessous des 3% du PIB. C'est pourquoi au lendemain des municipales, Paris a plaidé pour un délai supplémentaire. Par deux fois, la Commission a déjà accordé à la France une rallonge d'un an pour respecter la limite des 3%. La demande ne pourra donc être examinée qu'en échange de sérieuses garanties. En toile de fond pointe la menace d'une suspension des fonds européens, si la France n'est pas capable de tenir cet engagement.

Le gouvernement devra donc présenter des mesures de réduction de déficit suffisamment dures pour emporter la décision de l'octroi d'un délai supplémentaire. Ce n'est pas sans conséquence sur La Réunion.

Moins d'argent pour les collectivités

Au nom de cette réduction du déficit public, le gouvernement a déjà remis en cause le droit à une retraite pour la majorité des Réunionnais. C'est la loi qui oblige à cotiser 43 ans. Le RSTA et le bonus COSPAR n'ont pas été prolongés, ce qui porte un coup très dur au pouvoir d'achat.

Mais le plus dur reste sans doute à venir.

Dans sa dernière évaluation sur l'évolution du déficit public, l'INSEE constate que l'augmentation est majoritairement due aux dépenses des collectivités, avant celles de l'administration de l'État. Ce déséquilibre est lié à la décentralisation qui transfère de nouvelles compétences aux pouvoirs locaux. Il n'empêche que la Cour des comptes a déjà pointé à plusieurs reprises les politiques d'embauches des collectivités. Dans son budget 2014, le gouvernement a déjà donné le signal, avec une réduction des dotations de fonctionnement. La diète va s'amplifier.

Que feront les maires ?

Selon les informations publiées hier dans "les Echos" et qualifiées d'«ordre de grandeur» par une source du ministère des Finances, les collectivités vont contribuer pleinement aux 50 milliards d'économies. 23 milliards devraient être ponctionnés

dans la Sécurité sociale, 17 milliards dans les caisses de l'État avec notamment une baisse des recrutements annoncés dans l'Education nationale. Quant aux collectivités, elles seraient privées de 10 milliards d'euros sur trois ans.

Cela aura un impact considérable à La Réunion, où les commandes publiques jouent un rôle plus important dans l'économie. Ces restrictions arrivent également au lendemain des élections municipales. Pour se faire élire ou réélire, beaucoup ont fait des promesses. Comment pourront-ils faire les embauches prévues, garder tout le personnel communal ou lancer les chantiers annoncés avec une contribution de l'État en chute libre? Tout comme pour François Hollande à son arrivée à l'Élysée ou pour Manuel Valls à Matignon, les nouveaux maires ne pourront pas bénéficier d'un état de grâce. Ils sont dès maintenant au pied du mur de leurs promesses.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr
EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr

Édito

5 ans sans rien construire

La nouvelle a été annoncée deux mois après la décision: la Région Réunion ne pourra pas exploiter la carrière des Lataniers pour y prendre des matériaux destinés au chantier de nouvelle route du littoral. La Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) s'est en effet opposée à une modification du Schéma départemental des carrières. La carrière des Lataniers était la source de remblai la plus proche du chantier. Se pose de nouveau la question de l'impasse financière du projet de Didier Robert. Toute la campagne de com' vient de subir un coup d'arrêt par ce rappel à la réalité.

N'oublions pas que les premiers coups de pelle donnés ne concernent pas en effet la route à 6 voies en elle-même. C'est la construction de l'échangeur nord de La Possession reliant la route nationale 1 à celle de La Montagne. Cet aménagement peut être mené à bien sans qu'il soit nécessaire d'amener des quantités importantes de matériaux. Ce n'est pas le cas de la digue qui doit massacrer un récif corallien et mettre en danger des espèces protégées. La route du littoral est donc en train de tomber à l'eau. À l'heure des restrictions budgétaires et de la lutte pour la protection de l'environnement, difficile de croire que ce gaspillage puisse résister longtemps à l'épreuve de la réalité.

Ce projet de route du littoral était le seul qui aurait pu faire croire que la direction actuelle de la Région avait un bilan positif. Les premières décisions ont consisté à démolir tous les chantiers qu'il était possible de stopper: tram-train, Maison des civilisations et de l'unité réunionnaise, couverture de la route des Tamarins en panneaux photovoltaïques... Depuis 2010, notre île vit une situation bien étrange: aucun lycée construit. Le seul grand chantier terminé pendant le mandat de Didier Robert est celui du pont de la rivière Saint-Etienne commencé par Paul Vergès. C'est donc la première fois qu'une majorité régionale a un bilan aussi vide, avec des projets démolis mais rien de construit.

Au Port, un élu devenu maire est lui aussi qualifié de "jeune". Il est en train de prendre le même chemin que le président de la Région. Sa première annonce, c'est de stopper le projet de Zénith. Quand il quittera la mairie, le même bilan que Didier Robert à la Région?

J.B.

Moyen Orient

La pression d'Israël sur les Palestiniens

En juillet 2013, les pourparlers entre Palestiniens et Israéliens étaient engagés sur la base d'un accord, désormais les discussions sont bloquées. La décision de l'Israélien Benjamin Netanyahu de stopper la libération des prisonniers palestiniens, a conduit Mahmoud Abbas à signer des demandes d'adhésion de la Palestine à des traités internationaux.



L'armée israélienne en patrouille dans la Palestine occupée. (photo Justin McIntosh)

Après avoir annoncé la signature de demandes d'adhésion de la Palestine aux conventions et traités internationaux, dont la Convention de Genève, Israël a menacé de représailles, et commencé à en lancer. Avec le repli évoqué par John Kerry, la situation pourrait dérapier.

Un blocage de taille

Benjamin Netanyahu a refusé de libérer le dernier contingent de prisonniers, le 29 mars, comme prévu lors de la relance des pourparlers, sous l'égide des Etats-Unis en juillet 2013. En réaction, le président palestinien Mahmoud Abbas a décidé de signer, mardi 1er avril, les demandes d'adhésion de la Palestine à 15 conventions et traités internationaux. Ce dernier souhaite ainsi rendre possible l'accession de la Palestine au statut d'Etat observateur aux Nations Unies, démarche engagée fin 2012.

A l'annonce palestinienne, John Kerry a tenté de convaincre la partie palestinienne de retirer ses demandes, car elles sont difficilement acceptables pour Israël. Mahmoud Abbas a formellement refusé, lors d'une conversation téléphonique avec John Kerry, jeudi 3 avril, a annoncé à l'AFP un responsable palestinien. «Nos exigences ne sont pas nombreuses et les menaces d'Israël ne font plus peur à personne, et ils peuvent faire ce que bon leur semble», a répliqué à John Kerry, Mahmoud Abbas, selon cette même source.

Le chef de la diplomatie américaine, a de nouveau tenté vendredi 4 avril d'obtenir un compromis pour sauver les pourparlers de paix israélo-palestiniens, cependant, les positions fermes des deux parties laissent présager une fin des discussions. Ce dernier a déploré, selon l'Agence France Presse qu'"au cours des derniers jours les

deux parties aient pris des initiatives qui n'aident pas» au dialogue, ajoutant qu'il allait se concerter avec le président américain, Barack Obama, pour «évaluer précisément ce qu'il est possible et n'est pas possible» de faire. Pour sa part, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a averti, le 6 avril: «nous répondrons de notre côté par des mesures unilatérales à toutes les mesures unilatérales qu'ils (les Palestiniens, ndlr) prendront». Ajoutant que les démarches palestiniennes «ne feront qu'éloigner un accord de paix».

Un accord non tenu

Les Palestiniens avaient consenti, en juillet, de suspendre toute les démarches d'adhésion aux organisations et conventions internationales, au cours des neuf mois impartis aux pourparlers, en échange de la libération par Israël de quatre contingents de prisonniers incarcérés avant 1993, dont des dirigeants palestiniens. Mais seuls trois groupes ont été relâchés par les Israéliens.

«L'accord qui était sur la table la semaine dernière n'est plus d'actualité et Israël se prépare à reprendre ses relations de routine avec les Palestiniens, semblables à celles d'avant la reprise des négociations il y a neuf mois», a affirmé une source israélienne proche des négociations au site d'information israélien Ynet.

Pour le quotidien algérien, El Watan, en dépit de la répression à venir des Israéliens, «il était temps (pour les Palestiniens, ndlr) de mettre fin à un grossier mensonge, et pour leurs dirigeants, ne pas être accusés de trahison». En effet, Benjamin Netanyahu et son ministre de la Défense, Moshé Yaalon, avaient déjà demandé, le 2 avril, à l'administration militaire dans les Territoires palestiniens de proposer une série de mesures punitives contre les

Palestiniens, selon le quotidien Haaretz, cité par l'AFP.

Des menaces en partie appliquées

Israël devrait également geler l'autorisation accordée à l'opérateur de téléphonie mobile palestinien Wataniya de développer son réseau dans la bande de Gaza et accroître les restrictions aux activités des Palestiniens dans les 60% de Cisjordanie occupée sous son contrôle exclusif, selon les médias israéliens. De plus, les autorités israéliennes pourraient à nouveau bloquer le transfert de taxes collectées pour le compte de l'Autorité palestinienne.

Comme mesure de rétorsion, le ministre israélien de l'Intérieur a donné, jeudi 3 avril, son feu vert au projet de construction d'un musée archéologique controversé administré par l'organisation juive d'extrême droite Elad dans le quartier palestinien de Silwan, à Jérusalem-Est occupé et annexé.

Une construction dénoncée par les milliers de Palestiniens réunis devant la prison israélienne d'Ofer, près de Ramallah (Cisjordanie), suite à l'appel des familles des prisonniers qui devaient être libérés le 29 mars. Après cette manifestation, la cheffe de l'équipe de négociateurs israéliens, Tzipi Livni, a informé Saëb Erakat que les libérations étaient annulées.

Denis Bauchard, chercheur à l'IFRI et ancien directeur du département Moyen-Orient au Quai d'Orsay, a expliqué sur L'Express, qu'"à moyen terme, Israël risque, comme l'a mentionné John Kerry, une 3e Intifada et de se retrouver amené à occuper de façon permanente la Cisjordanie, déjà largement «mitée» par les colonies. Cela mettrait la fin de la solution à deux Etats».

Céline Tabou

Aucun ministre de la France aux cérémonies officielles

20 ans après le génocide au Rwanda, le monde rend hommage

En 1994, le Rwanda vit durant 100 jours, la pire atrocité de son histoire. Le gouvernement extrémiste Hutu lance un génocide contre la minorité Tutsi et les Hutu modérés, faisant 800.000 morts entre avril et juillet 1994 malgré 2.500 Casques Bleus envoyés par l'ONU. Dans les cérémonies de commémoration, la France se distingue de tous les autres pays: elle n'a envoyé aucun ministre. De quoi renforcer encore plus les interrogations sur le

Les massacres débutent, le 6 avril 1994, après l'assassinat du président rwandais Hutu, Juvénal Habyarimana, dans un avion de retour d'Arusha (Tanzanie) où se tenaient des négociations de paix avec la rébellion du Front patriotique rwandais (FPR, à majorité tutsi, aujourd'hui au pouvoir). Après cet événement, le Premier ministre hutu modéré, Agathe Uwilingiyimana, dix Casques bleus belges de la Mission d'observation des Nations unies (MINUAR) chargés de sa protection et plusieurs ministres de l'opposition, sont abattus.

100 jours de massacre à grande échelle

Accusés ouvertement par le pouvoir dirigé par les Hutu, d'être allié aux rebelles ougandais, présents dans le nord du pays depuis 1990, les Tutsi seront victimes d'un génocide* sans précédent. Des bras armés, des milices hutu Interahamwe ("mouvement de jeunesse" du parti d'Habyarimana) et les Forces armées rwandaises (FAR), massacrent méthodiquement les «Inyenzi», qui signifie «cafards» en kinyarwanda, pour désigner les Tutsi.

L'ensemble des opposants Hutu au parti d'Habyarimana et ceux qui refusent de participer aux tueries seront tués. Hommes, femmes et enfants sont massacrés à coups de machettes, déchiquetés par les grenades et les obus, dans les rues, chez eux, et même dans les églises et les écoles où ils croyaient être en sécurité.

La Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda, créé en octobre 1993, ne parvient pas à stopper le bain de sang. De son côté, la communauté internationale est restée paralysée, allant tout de même jusqu'à réduire le nombre de missionnaires à 270, au plus fort du massacre. La communauté internationale ne refera surface qu'en novembre, avec la création d'un Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) à Arusha (Tanzanie).

Le génocide prend fin, le 4 juillet, lors que le Front patriotique Rwandais (FPR) s'empare de la capitale, Kigali. Ils forment quinze jours plus tard, un gouvernement d'unité nationale, sur la base de leur slogan «Unité-Démocratie-Développement». Le Pasteur Bizimungu, Hutu du FPR, devient président. A la fin du génocide, des milliers de hutus fuient le pays, pour se rendre au Zaïre (actuel République démocratique du Congo).

«Souvenir, unité, nouveau»

Ce 20^{ème} anniversaire est placé sous le signe du «Souvenir, unité, nouveau». D'après le dossier de presse fourni aux médias, dont l'AFP, les commémorations «sont un temps pour se souvenir des vies perdues, faire preuve de solidarité avec les survivants et nous unir afin que cela n'arrive plus jamais, au Rwanda ou ailleurs». Lundi 7 avril, le président rwan-



Commémoration sans la France au Rwanda, 20 ans après le génocide. Ce monument rend hommage aux 10 casques bleus belges assassinés pendant le génocide.

dais Paul Kagamé a allumé, au mémorial de Gisozi à Kigali, une torche qui a parcouru le Rwanda depuis trois mois. Cette flamme du deuil brûlera durant ces cent jours.

Les commémorations prendront fin le 4 juillet, date anniversaire de la prise de Kigali par les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR), commandés par Paul Kagamé. Au delà du devoir de mémoire du pays, le président Paul Kagamé a rappelé dans un article publié dans le magazine Jeune Afrique: «Les puissances occidentales aimeraient que le Rwanda soit un pays ordinaire, comme si rien ne s'était passé, ce qui présenterait l'avantage de faire oublier leurs propres responsabilités, mais c'est impossible. Prenez le cas de la France. Vingt ans après, le seul reproche admissible à ses yeux est celui de ne pas en avoir fait assez pour sauver des vies pendant le génocide», a-t-il déclaré le 27 mars dernier.

Le rôle de la France

Ce dernier a également ajouté que «c'est un fait, mais cela masque l'essentiel: le rôle direct de la Belgique et de la France dans la préparation politique du génocide et la participation de cette dernière à son exécution même.» La France a

admis en 2010 «de graves erreurs d'appréciation» au Rwanda sans pour autant présenter des excuses, très attendues par Kigali. Dans une interview à L'Express, Jean-François Dupaquier, journaliste, écrivain et témoin expert au Tribunal Pénal International pour le Rwanda a affirmé que «sans le soutien de Paris au régime du président Juvénal Habyarimana, le génocide n'aurait jamais pu avoir lieu. La France a fourni un parapluie militaire en repoussant les offensives du Front Patriotique Rwandais. Sans cet appui, le régime de l'époque n'aurait jamais eu le temps de préparer la tentative d'extermination de la population Tutsi».

Ce dernier ajoute même que «les militaires français présents au Rwanda étaient hautement qualifiés, je ne vois pas comment ils n'auraient pas été au courant de ce qui se tramait. Pour moi la connivence est évidente, les Français savaient qu'il y avait un génocide en préparation». Une position partagée par le gouvernement rwandais, la ministre des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo, a affirmé que la France doit «regarder la vérité en face» concernant son rôle dans le génocide de 1994 au Rwanda.

Face à ces accusations, la Garde des Sceaux, Christiane Taubira ne participera pas aux commémorations. Une absence jugée «injustifiée» par la ministre des affaires étrangères. A contrario, la Belgique a décidé de participer aux festivi-

tés. Le pays ancien colonisateur du Rwanda, a également été le sujet de critique par les autorités rwandaises actuelles, mais a décidé de participer à cet événement.

Le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, a expliqué à la presse qu'ils allaient à Kigali pour «rendre hommage à un gouvernement, mais pour rendre hommage aux victimes du génocide et aux Belges, militaires et civils, qui ont été assassinés il y a 20 ans. Il faut aller sur place pour comprendre réellement ce qui s'est passé; accompagner les familles dans ce voyage est notre devoir».

Vingt ans après le massacre, la douleur reste vive. Malgré les efforts, notamment en matière d'éducation, la tension entre les deux ethnies est palpable. Les traumatismes enfouis sont encore très présents et s'expriment chaque année lors des périodes de commémorations. D'après les observateurs interrogés par l'Agence France Presse, il faudra encore des années avant que la réconciliation entre bourreaux et victimes, qui se côtoient quotidiennement dans de nombreux villages, soit effective.

Céline Tabou

*génocide: extermination physique, intentionnelle, systématique et programmée d'un groupe ou d'une partie d'un groupe en raison de ses origines ethniques, religieuses ou sociales. (Wikipedia)

Fin de la Semaine du développement durable

C'est la fin du monde, redistribuons plus équitablement les richesses !

Un lecteur de "Témoignages" nous a fait parvenir un article très intéressant à l'occasion de la clôture de l'édition 2014 de la Semaine du développement durable. Cet article, publié le 1er avril par "Kaizen" — «le magazine des initiatives positives pour construire une société nouvelle» — sous la signature de Cyril Dion, met l'accent sur les problèmes fondamentaux qui menacent l'humanité. Nous publions de larges extraits de ce texte, qui invite notamment certains responsables politiques à s'intéresser à l'essentiel...

Loin des querelles politiques et de l'ergotage de la plupart des médias pour savoir si Jean-Marc Ayrault devait — ou non — payer la déroute socialiste ou pourquoi François Hollande a choisi Manuel Valls, d'autres événements, d'une autre importance, se déroulent sous nos yeux, ou plutôt, loin de nos yeux.

D'une part, le climat de notre planète continue à se modifier. Comme le souligne le deuxième volet du rapport du GIEC sorti ce 1er avril, les symptômes sont déjà là : sécheresses, inondations, maladies, migrations, pénuries alimentaires, risques de conflits... Nous nous réchamions gentiment vers un réchauffement de 2°C et ne désespérons pas de parvenir à 4°C, ce qui aurait des conséquences extrêmement graves.

Il y a quinze jours, c'était une autre étude, financée par la NASA et révélée par "le Guardian", qui annonçait «l'effondrement de notre civilisation» dans les prochaines décennies si nous persistons à creuser les inégalités entre riches et pauvres d'une part et à prélever les ressources naturelles à ce rythme de l'autre.

Il a un an et demi c'est "Approaching a State-Shift in the Earth Biosphere" (publiée en juin 2012 dans la revue "Nature") qui envisageait une disparition possible d'une partie de l'humanité entre 2040 et 2100, due à l'effondrement en cascade des écosystèmes qui permettent à l'être humain de vivre sur cette planète.

Des recommandations pour éviter le pire

Tous ces experts ont également fait des recommandations pour éviter le pire. Même si, dans le cas des deux études que je viens de citer — le GIEC faisant preuve d'une réserve toute Intergouvernementale — les scientifiques ne sont guère optimistes sur notre capacité à réagir à temps et avec l'ampleur requise.

Pour autant, ils nous encouragent, tous, à redistribuer plus équitablement les richesses (ajuster les niveaux de vie des plus riches sur ceux des plus pauvres), à réduire drastiquement la consommation énergétique en s'orientant vers les sources de production renouvelables, à créer de nouveaux modes

d'agriculture, à diminuer radicalement la pression démographique, à concentrer les populations sur les zones enregistrant déjà de fortes densités afin de laisser les autres territoires tenter de retrouver des équilibres naturels, à diversifier l'économie...

Ces informations devraient être centrales dans nos médias. Elles devraient faire l'objet de décryptages approfondis à la une des rédactions et pas être reléguées sur les blogs des journalistes. Elles devraient faire l'objet de toute notre attention, de celle de nos responsables politiques, de nos capitaines d'industrie... Au lieu de cela, nous nous agitions bien souvent autour de querelles dérisoires, d'élucubrations futiles.

Si les humains s'unissent...

Nous connaissons un grand nombre de réponses à ces dangers, qui ont maintes fois été présentées dans ce magazine : l'agroécologie et la permaculture, qui nous permettraient de drastiquement réduire nos émissions de CO2 et de redonner la capacité de se nourrir à des millions de personnes à travers le monde, tout en préservant la biodiversité; des démarches comme le scénario Négawatt qui permettraient à la France de s'affranchir des énergies fossiles et nucléaires d'ici 2050 et de réduire de 60% ses dépenses énergétiques (scénario répliquable dans d'autres pays); la relocalisation de nos économies, capable de créer des millions d'emplois et de diminuer la concentration de richesses créées par les gigantesques multinationales; l'éducation à la coopération et à l'écologie...

Libérons-nous de notre peur

Oui, je veux bien entendre que ces annonces catastrophistes ne servent à rien; qu'elles n'ont pas d'autres conséquences que de créer de la peur, du déni et de la résignation, tant l'enjeu paraît démesuré face à notre capacité individuelle d'agir; que notre système est vérolé... Mais je sais aussi que les êtres humains, lorsqu'ils s'unissent autour d'aspirations qui les dépassent, sont capables de se transcender et de déplacer des montagnes. Nous connaissons un grand nombre de réponses à ces dangers, qui ont maintes fois été présentées dans ce magazine : l'agroécologie et la permaculture, qui nous permettraient de drastiquement réduire nos émissions de CO2 et de redonner la capacité de se nourrir à des millions de personnes à travers le monde, tout en préservant la biodiversité; des démarches comme le scénario Négawatt qui permettraient à la France de s'affranchir des énergies fossiles et nucléaires d'ici 2050 et de réduire de 60% ses dépenses énergétiques (scénario répliquable dans d'autres pays); la relocalisation de nos économies, capable de créer des millions d'emplois et de diminuer la concentration de richesses créées par les gigantesques multinationales; l'éducation à la coopération et à l'écologie...

Oui, je veux bien entendre que ces annonces catastrophistes ne servent à rien; qu'elles n'ont pas d'autres conséquences que de créer de la peur, du déni et de la résignation, tant l'enjeu paraît démesuré face à notre capacité individuelle d'agir; que notre système est vérolé... Mais je sais aussi que les êtres humains, lorsqu'ils s'unissent autour d'aspirations qui les dépassent, sont capables de se transcender et de déplacer des montagnes. Comme l'écrivait Marianne Williamson (avec des mots toujours attribués à tort à Nelson Mandela) : «Notre peur la plus profonde n'est pas que nous ne soyons pas à la hauteur. Notre peur la plus profonde est que nous sommes puissants au-delà de toutes limites. C'est notre propre lumière et non notre obscurité qui nous effraie le plus. (...) Vous restreindre, vivre petit, ne rend pas service au monde. (...) En nous libérant de notre propre peur, notre puissance libère automatiquement les autres».

Soyons donc puissants au-delà de toutes limites et retrouvons nos manches pour créer ce monde dans lequel nos enfants pourront toujours vivre demain. Ayons le courage de sortir de notre confort matériel, de nos intérêts politiques, de notre cynisme protecteur. Soyons les êtres humains que nous méritons d'être.

Otélé!

Vol po leksportasyon... nana konplis ladsou!

Ni vé pa fé lo mousar, vilgèrman, i di fé pa lo makro, sinon sa alé pa dénonçons out kama-rad, sa i ogard pa ou; dizan sa, moin lé pa an trinn favoriz movèz zaksyon, déli é konsor...

E mi roviin si lo dé mil zanana volé dan inn sèl nuit.

Inn copine i di a moin sa sé sirman po léksportasyon; mé minm la moin na in dout; koué i spas dan mon péi? Moin lé inkié. A koz?

Ti va pa dir a moin dan lo milié léksportasyon, kan minm la poin dé milié d persone i travay laddan; ant plantèr, transportèr, zamployé maskilin é féminin, mi sipoz tout dmoun i koné a zot pli zou moin!

Ti koné pa lindividi X na pi zanana? Li la fine rékolt tout? Fini vann dépi sominn dernier? Li la pa fine dir sa bann i kont laéropor, koté frèt frui, flèr légime, vézétal fré, plant frès, bann karton lé déza paré, bann kès... tou so personèl lé abitié ék zot! bann fourniser, kapab eksporté, bayoun si ou pran in frui konm lo zanana, dawar poin in bon pé; somanké i kont si lo doi in sèl min. Mi di ké lo bann gro boutik frèt fré Jilo i koné zot moun...

Din sominn si lot, zot lé oblize konèt, sadla na pi; si tèt vil ou tèt rézion, zanana lapi; i ress tèt ou tèt androi, na ankor inn ti pé; tout fason na la saison è lo kont saison.

Kan ou la fini ék gran tanpon oui pé komans ék gran koud, si la pi la plèn palmis, anon pièrfon, monvèr, la konfians, basin martin... Anplis ke sa, nana kopérativ; kan i di a toué la pi sèt ané, la pi...

Koman sibitman in boug i ardèbark ék dé mil zanana? I poz pa ou kestion? Koman sa lé posib?

Sominn dernier li la pi? Dernié kès!

Zordi li arviin? Ou li tir?

Moin na idé na anguiy sou ros? Konplisité non?

Alon espéré lankèt va abouti si in kondanasyon; konm sa justin va giny fé lo dèy bou-bou son péi; lo vol inpin!

Vol po léksportasyon; na poin konplisité ladsou?

Justin